



LES RÉPUBLICAINS  
– VAL-DE-MARNE  
AUTREMENT



## Politique départementale de l'habitat : pour une vraie mixité sociale !

**Lors de la séance du Conseil départemental du lundi 18 décembre dernier, la majorité départementale présentait son nouveau règlement en faveur de l'habitat. Occasion pour les élus du groupe Les Républicains Val-de-Marne Autrement de rappeler leurs propositions pour une vraie mixité sociale au travers d'un urbanisme maîtrisé et des constructions de qualité et à taille humaine.**

**A** lors que l'exécutif régional, sous l'impulsion de Valérie Pécresse, a décidé dès 2016 de rééquilibrer le logement social sur le territoire francilien et de favoriser la mixité sociale, **en arrêtant de financer la construction de logements très sociaux (dits PLAI) dans les villes qui en comptent déjà plus de 30%**, le conseil départemental du Val-de-Marne poursuit lui une politique contraire.

Comme à son habitude, l'exécutif départemental a présenté une refonte de la politique de l'habitat qui refuse de prendre en compte cette réalité et qui **aura pour conséquence directe d'ajouter des difficultés aux endroits qui en concentrent déjà beaucoup.**

Cette volonté est d'autant plus contestable dans un contexte où le précédent Gouvernement socialiste a drastiquement réduit le soutien aux quartiers concentrant des difficultés sociales dans notre département. Du jour au lendemain, l'Etat a abandonné 36 quartiers qui étaient auparavant prioritaires ; 36 quartiers où habitent 180 000 Val-de-Marnais - soit quasiment 15% de la population du département ! - qui ne bénéficient plus de soutien au titre de la politique de la ville, alors que ces quartiers concentrent toujours beaucoup de difficultés et de handicaps.

Nous nous opposons aussi à la politique de la gauche départementale qui refuse le droit aux communes de construire des logements sociaux intermédiaires (PLS) si elles ne comptent pas déjà plus de 30% de logements

sociaux. Cette position est absurde et contreproductive pour répondre aux besoins de logements de notre département.

Enfin, **nous nous sommes opposés à la suppression des aides à la résidentialisation dans les opérations de rénovation urbaine.** Cette décision n'est pas conforme à la demande des habitants de ces quartiers qui souhaitent plus de tranquillité et de sécurité dans leurs immeubles.

Lors de la séance du 18 décembre dernier, nous avons donc rappelé nos propositions pour une politique de l'habitat juste et efficace :

- 1. Arrêter de financer la construction de nouveaux logements sociaux dans les villes qui en comptent beaucoup trop.** Savez-vous que Bonneuil concentre 75,73% de logements sociaux, Valenton 63,2%, Orly 59,5 %.
- Utiliser les crédits ainsi économisés pour rénover les logements sociaux dans ces communes.
- 3. Faciliter l'accès social à la propriété et la construction de logements intermédiaires** pour les classes moyennes.

Ces principes guident les prises de position du groupe depuis le début du mandat.

Par exemple, lors de la séance du Conseil départemental du 16 octobre 2017, l'Exécutif départemental a poursuivi son soutien à la construction de nouveaux logements très sociaux dans des villes qui comptent plus de 40% de logement sociaux comme à Alfortville (44,23%) Bonneuil-sur-Marne (75,73%), Créteil (43,96%) et Ivry-sur-Seine (41,25%).

Nous nous sommes donc opposés à ces projets dans ces quatre villes considérant **qu'il est**

**grand temps d'arrêter d'empiler du logement très social dans les mêmes quartiers et les mêmes communes et d'ajouter de la pauvreté à la pauvreté.**

Nos propositions sont d'ailleurs assez consensuelles puisque l'ancien Gouvernement de M. Hollande, dans une directive adressée aux Préfets en 2015, demandait de veiller à ce que la construction de logements sociaux soit arrêtée dans les quartiers qui en comptent déjà plus de 50%. M. Valls, Premier ministre de l'époque considérait qu'il s'agissait « d'arrêter d'ajouter de la pauvreté à la pauvreté ».

Contrairement aux allégations de l'exécutif, il ne s'agit aucunement d'une volonté de notre groupe de supprimer le financement des logements sociaux. Au contraire. **Il serait temps que la majorité départementale sorte de sa posture idéologique pour mener une politique de bon sens et souhaitée par les habitants qui sont les premiers à demander plus de mixité.** ■

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ.

Écrivez-nous sur : [groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr](mailto:groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr)

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page [www.facebook.com/94autrement](https://www.facebook.com/94autrement)